



ANDRÉ FRÉDÉRIC

Objet : Note macro – budget initial 2022 – vote en séance publique

***BUDGET 2022 : GARDER L'HUMAIN AU CŒUR DE NOS
PRÉOCCUPATIONS EST UNE NÉCESSITÉ.***

Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les Ministres, chers collègues, nous sommes tous d'accord sur le fait que nous venons de vivre deux années frappées du sceau de l'inconnu et de l'inquiétude.

La covid, faut-il le rappeler, a frappé près de 2 millions de personnes dans notre pays et 28 000 en sont décédées à l'échelle nationale. Rappelons-nous que l'on dénombre 275 millions de personnes infectées et 5 300 000 décès. C'est la réalité comptable, malheureusement humaine, que nous devons acter aujourd'hui. C'est un drame sanitaire hors norme. Malheureusement, nous n'en sommes pas encore sortis, j'y reviendrai.

Cette pandémie a mis notre économie à l'arrêt et a placé un paquet de citoyens en immense difficulté. Face à cela, nos institutions ont dû se réinventer, maintenir une activité économique, utiliser des outils pour soutenir les acteurs essentiels au développement de notre Région et surtout, autant que faire se peut, au bien-être de nos concitoyens.

Un malheur n'arrivant jamais seul, les inondations de juillet ont lourdement impacté notre Région wallonne, notre province de Liège, la vallée de la Vesdre, la vallée de l'Ourthe : 39 décès, 40 000 bâtiments touchés et détruits, 2 600 entreprises, 50 000 personnes privées de gaz et des infrastructures par centaines, dont 119 écoles.



À l'entame de mon propos, je voudrais solennellement avoir avec vous une pensée pour toutes les victimes : les victimes sanitaires, les victimes économiques de la covid, mais aussi les victimes de ces inondations et, autour d'elles, leurs proches, les familles endeuillées et celles et ceux qui, aujourd'hui encore, à l'heure où nous parlons dans cet hémicycle, sont touchés dans leur chair et vivent d'immenses difficultés.

Ceci étant dit, pour faire face à cette crise, notre Région – je le pense très modestement – a réagi avec force et a dû s'endetter pour faire face à l'urgence. C'est une dette qui s'est envolée d'environ 7 milliards d'euros entre décembre 2019 et décembre 2021 pour s'établir à 19,7 milliards d'euros. Avions-nous le choix ? La sagesse populaire enseigne cette phrase qui m'a marqué : « La guérison n'est jamais si prompte que la blessure ». Il faudra du temps à notre Région pour relever la tête face à ces coups durs. Je suis toutefois sûr que, avec l'ensemble des bonnes volontés réunies ici – celles et ceux qui le souhaitent en tout cas –, le maximum sera fait.

Je ne suis généralement pas avare de citations et j'ai été marqué aussi par une citation d'un écrivain né esclave aux États-Unis en 1859, Booker Washington, qui a été affranchi suite à l'esclavage de 1865, qui écrivait ceci : « L'une des meilleures façons d'aider quelqu'un est de lui donner une responsabilité et de lui faire savoir qu'on lui fait confiance ». C'est ce que nous faisons aujourd'hui, nous aidons le Gouvernement en lui confiant l'immense responsabilité de la relance et de la reconstruction. Nous lui faisons savoir qu'il a, pour la plus grande majorité d'entre nous, notre confiance.

Il s'agit d'agir rapidement, efficacement, afin de permettre à chacune et à chacun de vivre, autant que faire se peut, dans la dignité. Je vais égrainer un certain nombre de préoccupations budgétaires. Il convient de mettre l'humain au cœur de nos préoccupations et de nos réflexions.



L'humain au cœur de la gestion de la crise sanitaire

D'abord, plaçons l'humain au cœur de la gestion de la crise sanitaire. Le ministre Morreale, avec l'ensemble du Gouvernement, s'y attache jour après jour, il convient de maintenir l'action sur la vaccination et d'accentuer nos efforts pour convaincre et encore convaincre les plus récalcitrants à, en fin, se faire vacciner.

Faut-il rappeler que la vaccination réduit les risques d'hospitalisation de 88 % et les risques de finir en soins intensifs de 93 % ? La proportion de vaccinés/nonvaccinés que l'on retrouve dans les chambres d'hôpital, que l'on retrouve aux soins intensifs ne laisse aucun doute quant aux bienfaits du vaccin.

Hugo disait : « La liberté va de pair avec la responsabilité ». Malheureusement, chers collègues, en la matière il faut bien constater l'échec de l'auto responsabilisation face à la crise sanitaire. Tôt ou tard, quand nous aurons déployé tous nos trésors de persuasion, il faudra bien penser à rendre ce vaccin obligatoire pour les adultes. Cela me semble être essentiel, après évidemment avoir organisé un débat démocratique sur l'ampleur d'une telle décision.

L'humain au cœur de la gestion post-inondations

Garder l'humain, chers collègues, au cœur de la gestion post-inondations. Le Gouvernement a débloqué en urgence près de deux milliards d'euros pour assurer la reconstruction des zones sinistrées, mais aussi pour soutenir les personnes touchées. Les divers dispositifs portent le total à quasiment trois mille personnes relogées. Le défi était colossal et le travail est toujours en cours. Il ne faut pas crier « victoire » et l'on a vu encore dans ces émissions de ces derniers jours l'immense difficulté dans laquelle ces sinistrés vivent encore aujourd'hui au cœur de l'hiver.



Des moyens complémentaires ont été aussi dégagés par le Gouvernement pour aider les personnes non assurées en sinistre total et permettent le soutien aussi aux entreprises. Je sais que toutes ces mesures sont critiquées, mais si elles n'avaient pas été prises, je pense que les personnes qui peuvent bénéficier de l'intervention de leur assurance n'auraient pu espérer en tout cas recevoir des moyens suffisants même s'il reste encore des problèmes en la matière, qui relèvent, à mon sens là, des assurances elles-mêmes.

L'humain au cœur du plan de sortie de la pauvreté

Garder l'humain également au cœur du plan de sortie de la pauvreté. Je m'étonne d'ailleurs que mon prédécesseur à cette tribune, M. Mugemangango (PTB), préférait parler de fonctionnement parlementaire plutôt de ce qui me semblait être essentiel en ce mois de décembre froid. C'est la sortie de la pauvreté. On sait que les inégalités socio-économiques ont augmenté de 14 à 19 et que la crise sanitaire a évidemment continué à renforcer les inégalités sociales.

En 2022, pour parler budget, ce sont 162 millions d'euros qui seront consacrés à la sortie de la pauvreté, accès au logement, insertion socioprofessionnelle et accès au bien-être. Est-ce suffisant ? Je n'en sais rien. C'est un montant, en tout cas, qu'il faudra réévaluer parce que, en la matière, le Gouvernement, à mon sens, et au nom du groupe socialiste, a une obligation de résultat.

Je voudrais d'ailleurs m'arrêter quelques instants sur une préoccupation qui a toujours été celle du groupe socialiste, c'est la lutte contre la précarité hydrique et la précarité énergétique. On a mené des auditions ici. Des initiatives ont été prises et l'on sait qu'alors que le coût de l'électricité explose, il convient de permettre à tous de vivre avec un accès minimum à l'électricité.



Chers collègues, à notre époque, l'accès à l'eau et l'accès à l'électricité, ce n'est pas un luxe, mais bien un bien de première nécessité. On l'a cité : 21 millions d'euros ont été dégagés pour soutenir les victimes des inondations dans ces dépenses énergétiques et l'on sait tous, pas besoin de nous le répéter, que cela sera certainement insuffisant et qu'il faudra augmenter ces montants.

Le citoyen reste également au cœur des politiques climatiques. Un milliard deux soit 225 millions d'euros par an, consacré à la rénovation d'un quart du parc de logements publics. Un investissement moyen quand même de 46 700 euros pour 26 000 logements en plus du plan ambitieux de créer 3 000 nouveaux logements à l'horizon 2024.

L'humain au cœur du plan de relance

Et puis l'humain est aussi au cœur du Plan de relance, n'en déplaise au PTB. Un plan remanié, évidemment, suite à la crise sanitaire, au total 7,7 milliards d'euros investis pour la reconstruction de notre Région et son redéploiement économique.

Ce Plan de relance a la lourde tâche de redonner du souffle à notre Région, de permettre un redéploiement et surtout d'offrir à chacune et à chacun l'opportunité de mener une vie épanouissante dans un environnement serein. Ce Plan de relance, n'est pas un plan parmi d'autres plans, mais il est, à nos yeux, la clé de voûte du redéploiement wallon.

CONCLUSION

J'en termine par quelques observations. On sait que du point de vue économique, comme partout à l'étranger, notre croissance s'est effondrée en 2020, - 7,4 %, avec des conséquences que l'on connaît.

En 2021, par contre, on a pu noter un rebond de l'économie mondiale lié à l'accélération de la vaccination, à toute une série de réouvertures de



secteurs. La Belgique et la Wallonie ont pu aussi raffermir un peu leur reprise économique.

Si cette reprise est encourageante, il faut néanmoins constater que la croissance de l'économie wallonne à 5,5 % demeure encore inférieure à la progression estimée du PIB de 6,1 %. C'est là toute l'importance du Plan de relance wallon : faire redécoller la Wallonie à la moyenne belge.

On le constate, Mesdames et Messieurs les Ministres, chers collègues, sans vouloir être pessimiste, que notre Région n'est malheureusement pas à l'abri d'une nouvelle crise sanitaire, financière ou naturelle. Il est essentiel que nous prenions notre destin en main avec des mesures pour assurer la soutenabilité de la dette.

Prendre des décisions maintenant, c'est assurer une stratégie crédible de retour à une trajectoire de dette soutenable et éviter de se voir imposer par d'autres une austérité, signe d'augmentation des inégalités sociales et d'un affaiblissement de l'action pour la transition climatique.

Le budget 2022 est donc, à nos yeux, un budget de relance, de reconstruction, mais également un budget de raison ; un premier pas vers une reprise en main de notre déficit après deux années terribles qui ne nous ont guère laissé le choix.

Mesdames et Messieurs les Ministres, chers collègues, à celles et ceux qui, aujourd'hui, ont continué à contester votre politique volontariste et responsable, je citerai – c'est ma dernière citation – le compositeur autrichien Arnold Schönberg, exilé en 1933 aux États-Unis pour fuir le régime en place : « Si le critique était un compositeur inspiré, il ne dirait pas comment l'œuvre aurait dû être faite, il l'écrirait lui-même ». Je vous remercie.

André Frédéric